

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N°3

24^e année • mercredi 20 janvier 2021

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA



THIERRY PORCHET

Les collaborateurs de Swissport, à Cointrin, ripostent à la violente attaque patronale contre leurs conditions d'emploi. La direction a procédé à des congés-modifications des contrats de travail synonymes de baisses de salaire de l'ordre de 500 à 1200 francs par mois. Entamé la semaine passée, le bras de fer se poursuivait ces jours-ci. **PAGE 9**

POINT DE MIRE

Présumés coupables

Sonya Mermoud

Dérives à redouter. De l'avis d'experts, la nouvelle Loi fédérale sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme (MPT) – adoptée par le Parlement en septembre dernier – ouvre une brèche dangereuse dans les libertés fondamentales et met en péril l'activisme politique. Comme elle va à l'encontre de l'intérêt supérieur à protéger les enfants. Mais il sera possible de corriger le tir. Le 14 janvier dernier, le référendum lancé notamment par les Jeunes Verts, la Jeunesse socialiste, les Jeunes vert'libéraux et le Parti Pirate a abouti. Plusieurs points se révèlent problématiques dans la réforme judiciaire qui a aussi été vivement critiquée à l'international, notamment par des

rapporteurs spéciaux de l'ONU. Dans nos frontières, les Juristes démocrates de Suisse et la Plateforme des ONG suisses, regroupant 80 organisations, ont également condamné la législation. Particulièrement controversée, la définition vague d'activité terroriste. Elle intègre en substance dans son libellé les «actions de nature à modifier l'ordre étatique» à travers de graves infractions, réelles ou... susceptibles d'être commises par la «propagation de la crainte». Cette notion pour le moins imprécise, basée sur de simples indices et spéculations, autorise une large interprétation. Nombre de citoyens pourraient pâtir de ce flou et entrer dans la catégorie de terroristes potentiels. Les adversaires des MPT citent en exemple des activistes pour le climat, des militants politiques anticapitalistes, syndicaux, des opposants de tous bords, voire même des journalistes...

Tout aussi alarmantes, les mesures qu'il sera alors possible de mettre en œuvre sur la base de ces simples soupçons de dangerosité, à titre préventif, et sans passer par un juge! Avec, à la clef, des interdictions de périmètre et de contacts, une surveillance via des bracelets électroniques, une localisation par téléphonie mobile, etc. Des contraintes applicables à des enfants de... 12 ans déjà! Des assignations à résidence pourront en outre être prononcées à l'encontre d'adolescents dès 15 ans et ce plusieurs mois durant, moyennant toutefois dans ce cas une autorisation judiciaire. Un dispositif en porte-à-faux avec la Convention des Nations Unies relative

aux droits des enfants. Et alors qu'il pourrait être difficile de faire la part des choses dans le comportement parfois provocateur de jeunes. Entre simples bravades, affirmations déplacées de soi ou incivilités susceptibles d'intervenir dans la construction de la personnalité et basculement véritable dans la radicalisation. En isolant, en stigmatisant, en criminalisant des mineurs sur la base de simples indices, le risque de les pousser dans la marge s'avère bien réel.

La nouvelle loi franchit clairement une ligne rouge, portant atteinte à l'Etat de droit. Les moyens démesurés octroyés à la police abolissent la présomption d'innocence. Laissent le champ libre à l'arbitraire. Si la prévention et la lutte contre le terrorisme nécessitent indubitablement une réponse forte, elle ne saurait s'exprimer au mépris de la démocratie et des droits humains. Des principes non négociables que justement les terroristes veulent saper. A l'heure des votations, gardons en mémoire les dangers que comporte ce projet. Qui, en visant la politique du risque zéro, enfonce les engagements gravés dans la Constitution et en sachant encore que l'arsenal juridique pénal actuel, objet d'une récente révision, est suffisant. Un signal positif a déjà été donné dans ce sens. En dépit d'une récolte de signatures rendue ardue par le contexte sanitaire, les opposants à la loi ont rassemblé 142 800 paraphes, soit bien plus du double que nécessaire. De quoi donner la mesure des inquiétudes que suscite la loi... ■

PROFIL



Aliaa Essam, des femmes au bout du pinceau.

PAGE 2

COVID-19

Renforcer le filet social.

PAGE 3

VOTATIONS

Barrage à l'huile palme.

PAGE 5

MIGRATIONS

Un navire humanitaire reprend du service.

PAGE 7

Sonya Mermoud

La beauté conjugée au féminin, versions jeunisme et mensurations de rêve, n'intéresse pas Aliaa Essam. Ses modèles à elle intègrent une palette de femmes de tous les âges, croquées dans leur quotidien et échappant au diktat d'images promues par la publicité. Une maman prend soin de son enfant; une lectrice, détendue, se concentre sur son ouvrage, confortablement installée sur son canapé, dans son foyer; de vieilles dames dégustent, complices, une glace; un groupe de baigneuses profitent du bord de mer, indifférentes à leurs rondeurs... L'artiste immortalise sur ses toiles des femmes ordinaires. Universelles. Avec leurs défauts et leur éclat propre. Dans des activités de tous les jours. Aux «sujets parfaits», cette sympathique Egyptienne de 40 ans, installée à Genève depuis plus d'une décennie, privilégie l'authenticité et des scènes de vie auxquelles chacun peut s'identifier. «L'idée de peindre des femmes dans leur routine s'est imposée naturellement. Quant à la beauté, il s'agit d'une notion pour le moins variable», note Aliaa Essam, soucieuse également de valoriser l'indépendance, l'«autosuffisance» de ses protagonistes. Une manière d'exprimer sa fibre féministe à laquelle ses origines ne sont certainement pas non plus étrangères. «Dans mon pays, beaucoup de femmes n'ont pas accès à la liberté, ne peuvent pas exercer leurs droits fondamentaux. Mes tableaux reflètent peut-être aussi inconsciemment cette réalité.» Des œuvres où le thème de la plage revient par ailleurs de manière récurrente. «Ce qui m'attire dans ce décor? La lumière, le mouvement, les couleurs et les contrastes, l'ambiance», précise cetteoureuse du soleil et de l'eau, qui recourt à toutes les techniques. Et s'adonne avec bonheur à son art depuis l'enfance.

ALARME MENTALE

«Gamine, je consacrais déjà mes loisirs à dessiner. Il faut dire que ma grand-mère et ma mère ont ouvert la voie. Toutes deux peignaient», raconte la Genevoise d'adoption, qui a terminé son cursus artistique au Caire et œuvré professionnellement dans le domaine, avant, en 2008, de s'envoler pour Madrid. Un départ motivé par son mariage avec un Espagnol. «J'ai rencontré celui qui est devenu mon mari dans la capitale égyptienne. Il étudiait l'arabe. Nous nous sommes ensuite installés dans son pays.» Un an plus tard, le couple gagne la ville du bout du lac en raison de la grave crise économique secouant l'Espagne. Aliaa Essam et son époux y ont chacun décroché un travail. «J'ai été engagée par l'ONU, au bureau des droits de l'homme. J'occupais un poste dans l'administration», relate la polyglotte qui, outre l'arabe, maîtrise l'anglais, le français et l'espagnol. Cinq ans plus tard, l'employée donne toutefois sa démission. Non pas par désintéret pour son job mais parce qu'elle ne dispose plus assez de temps pour se consacrer à sa passion. «Chaque jour,



Aliaa Essam, heureuse dans sa vie de peintre...

de zéro. Je touche au moment parfait quand, peignant, je m'oublie», affirme la jeune quadragénaire déterminée et persévérante qui, pandémie oblige, vend aujourd'hui essentiellement ses toiles en ligne. Non sans rêver d'exposer davantage dans des temps meilleurs. Et d'évoluer encore dans sa carrière.

«Ma patrie, ce sont mes attaches, les personnes que j'aime»

Bien intégrée dans la Cité de Calvin, Aliaa Essam aime y vivre. «C'est une ville géniale réunissant nombre de nationalités, ouverte à la différence, aux idées plurielles. J'espère disposer un jour du droit de vote, participer à la vie politique», lance, enthousiaste, l'artiste, qui ne ressent pas le mal du pays mais plutôt de la nostalgie liée à des souvenirs de l'enfance et de l'adolescence et au temps qui passe. «Rien ne me manque de ma culture d'origine à l'exception de certains de ces moments-là. Ni la nourriture, ni des lieux, ni des parfums... Une grande partie de ma famille a d'ailleurs quitté l'Egypte. Ma patrie, ce sont mes attaches, les personnes que j'aime.»

FREINER LA CONSOMMATION

Spontanée, pleine d'énergie, les sentiments bien tranchés – «J'adore ou je déteste, mais je me gère» – Aliaa Essam confie, sans aucune hésitation, être heureuse: «Le bonheur, c'est de savoir simplifier. Il s'exprime dans des petites choses et sous réserve, évidemment, qu'on soit en bonne santé.» Un dernier point capital, cette native du Bélier confiant sa peur de la maladie et de la souffrance qu'elle craint aussi pour ses proches. Si rien n'irrite plus cette féministe que l'injustice et toutes formes de discriminations – et, en particulier, les inégalités entre hommes et femmes – elle peut compter sur son mari pour partager les tâches ménagères. Et, partant, dégager aussi du temps pour ses loisirs, comme le sport ou encore la lecture.

En ce début d'année, en guise de mot de la fin, Aliaa Essam formule ses vœux: santé et accès au vaccin anticoronavirus pour tous, mais aussi réduction de la consommation. «Une des leçons à tirer du Covid-19 est la nécessité de respecter la nature. Il nous faut impérativement limiter nos achats, nos voyages, consommer en conscience et se montrer davantage créatifs.» Un chemin sur lequel elle s'est engagée avec fougue, sans retour en arrière possible. «Si je n'étais pas peintre, je serais... peintre», sourit celle qui n' imagine pas la vie privée de ses pinces même si, demain, les femmes qui peuplent ses toiles céderont peut-être un peu de terrain à d'autres protagonistes... ■

Découvrir le travail d'Aliaa Essam sur:
aliaaessam.com
[instagram.com/aliaa_essam_art](https://www.instagram.com/aliaa_essam_art)

DES FEMMES AU BOUT DU PINCEAU

Artiste peintre d'origine égyptienne, Aliaa Essam, installée à Genève, consacre l'essentiel de son œuvre à représenter des femmes, écho à sa fibre féministe

j'entendais mentalement une alarme m'alertant sur le fait que je ne me trouvais pas à ma place. Que je devais réaliser ce pourquoi j'étais faite dans la vie: peindre! J'ai économisé et quitté alors mes fonctions.» Un acte cou-

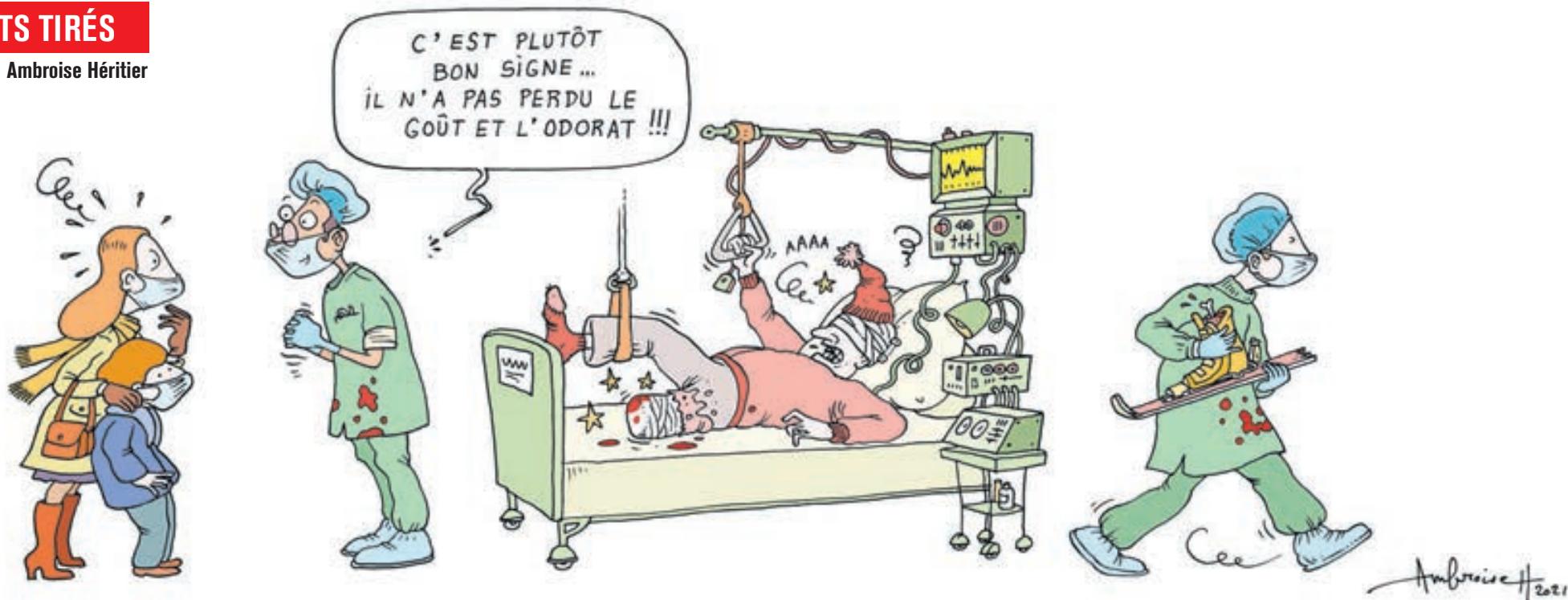
rageux qu'Aliaa Essam n'a regretté à aucun instant et une vocation menée avec beaucoup de rigueur et d'exigence. Et d'un point de vue de la discipline horaire et au niveau des résultats qu'elle souhaite atteindre.

«Quand je débute un tableau, c'est comme une lune de miel. Puis, surgissent les problèmes à résoudre en termes de lumière, de composition, etc., comme dans les mathématiques. Il faut parfois tout détruire et repartir

LE VARIANT ANGLAIS DU CORONAVIRUS INQUIÈTE LE CORPS MÉDICAL !

LES TRAITS TIRÉS

Ambroise Héritier



RENFORCER LE FILET SOCIAL

A la suite des nouvelles mesures de restrictions sanitaires, l'Union syndicale suisse réclame des garanties supplémentaires pour la préservation des emplois et des salaires

Sonya Mermoud

Comme un air de déjà vu. Pour contenir la pandémie de coronavirus, le Conseil fédéral a, le 13 janvier, opté pour un semi-confinement semblable à celui vécu au printemps dernier. Depuis lundi passé, les magasins non essentiels ont été contraints de baisser le rideau jusqu'à la fin du mois de février. Les cafés-restaurants, les centres culturels, les établissements de sports et de loisirs, déjà à l'arrêt, sont restés fermés. Parallèlement, le gouvernement a rendu le télétravail obligatoire pour autant que l'activité le permette. Ce durcissement préventif des mesures sanitaires a été accompagné par une aide économique élargie. L'Union syndicale suisse (USS) a salué cet ajustement, même si elle attend encore des améliorations sur ce front.

RÉAGIR SANS DÉLAI

«Nous ne nous prononçons pas sur le renforcement des dispositions en matière de santé, car nous n'avons pas l'expertise nécessaire. Mais il doit être socialement accompagné. Il faut tout mettre en œuvre pour maintenir les postes de travail et garantir les sa-

laire», a déclaré Daniel Lampart, premier secrétaire et économiste en chef de l'USS. Concrètement, l'organisation faitière s'est réjouie de l'assouplissement des dispositions pour les cas de rigueur permettant à toutes les branches qui ont été contraintes de cesser leur activité de bénéficier d'un soutien. «La situation a été améliorée aussi grâce aux pressions des syndicats. Les démarches administratives pour accéder à cette aide sont allégées. Cette dernière devra couvrir au moins 25% à 30% des frais fixes. Nous craignons toutefois que l'argent ne parvienne pas assez rapidement aux entreprises. Le rythme des cantons va être déterminant pour empêcher une vague de licenciements. Certains semblent bien préparés, mais d'autres, comme celui de Zurich ou de Berne, n'agiront pas avant mars», a indiqué le responsable de l'USS, qui a aussi fait part de ses inquiétudes concernant les chômeurs. «L'arrêt partiel de pans de l'économie a rendu encore plus difficile la recherche d'un emploi, en particulier dans les domaines de l'hôtellerie-restauration et du commerce de détail. Les arrivées de chômeurs en fin de droit risquent de se multiplier.» Particulièrement mena-



L'USS s'inquiète de la situation dans de nombreux homes où la mortalité liée au Covid est élevée et demande une adaptation des plans de protection et l'amélioration des conditions de travail.

cés par cette situation, les sans-emplois âgés. «Le taux de chômage des 60 ans et plus a pris l'ascenseur, avec le risque que ceux-ci finissent à l'aide sociale. Il est impératif d'agir comme lors du premier *lockdown* et d'augmenter le nombre des indemnités journalières ainsi que les délais-cadres de l'assurance chômage.»

TRAVAILLEURS VULNÉRABLES PROTÉGÉS

En matière de préservation de la santé, l'USS a noté avec satisfaction les mesures prises par le Conseil fédéral en faveur des travailleurs vulnérables. «Ces derniers auront droit, comme nous l'avions déjà demandé lors de la première vague, à une protection spécifique sans être discriminés. Un grand progrès», a commenté Luca Cirigliano, secrétaire central de l'USS. Cette protection se traduira par un droit au télétravail

ou une protection équivalente sur le lieu professionnel ou une solution via les allocations perte de gain. «Les personnes concernées, dont les femmes enceintes, pourront désormais être dispensées de travail au moyen d'une attestation médicale lorsque les mesures sanitaires ne pourront pas être respectées concrètement. En outre, elles devront être explicitement protégées contre le licenciement.» Si, dans le contexte, l'USS s'est toujours montrée ouverte au télétravail, elle critique toutefois le fait que les entreprises ne seront pas obligées de couvrir certaines dépenses y relatives laissées à la charge des salariés, comme l'a précisé le gouvernement.

EMS: UNE SITUATION INACCEPTABLE

Autre doléance de l'organisation faitière: l'absence de nouvelles prescriptions juridiques dans les EMS. «Nous

sommes extrêmement préoccupés par la situation dans de nombreux homes, où les contaminations sont fréquentes et le nombre de décès liés au Covid particulièrement élevé», a souligné Daniel Lampart, jugeant inacceptable que des salariés infectés ou qui devraient se trouver en quarantaine soient parfois contraints de continuer le travail. «Nous demandons que les plans de protection soient adaptés au nouveau danger avec davantage de tests, de contrôles, de mises en isolement au besoin et une indemnisation équitable jusqu'à la vaccination.» Et l'USS de déplorer qu'en l'absence d'une amélioration rapide des conditions de travail, des salaires ainsi que de la formation initiale et continue, la pénurie de personnel soignant risque de continuer à s'aggraver... ■

Le monde du travail noyé dans la deuxième vague?

La contamination en milieux professionnels est passée sous silence, comme si le virus ne franchissait pas la porte des entreprises

Jérôme Béguin

Avec le télétravail et le port du masque obligatoires, ainsi que des mesures en faveur des travailleurs vulnérables, le Conseil fédéral s'est décidé la semaine dernière à renforcer la protection sur les lieux de travail. Enfin. Depuis le début de cette seconde vague, les contaminations au SARS-CoV-2 dans le monde du travail ont constitué comme un «trou noir de la politique sanitaire», comme l'a fait remarquer *Le Courrier* au mois de décembre.

«On a le sentiment que la question des contaminations dans le domaine professionnel est écartée des débats»,

note François Clément, membre de la direction du secteur construction d'Unia et responsable santé et sécurité pour le gros œuvre. «On peut se poser des questions sur les mesures qui ont été prises jusque-là: les établissements publics ont été fermés, mais on n'a pas fait grand-chose en ce qui concerne les lieux de travail, il y a eu très peu de contrôles, alors qu'il apparaît évident qu'on aurait pu réduire ainsi drastiquement le nombre de contaminations. Dès le début de la deuxième vague, comme lors de la première, nous avons dit qu'il fallait les mettre en place, mais nous n'avons malheureusement pas été écoutés.»

Si durant la première vague, on a beaucoup parlé du personnel en première ligne, applaudi chaque soir au balcon, le monde du travail semble avoir été oublié lors de la deuxième. Faute de données révélatrices? En août et en octobre, l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) avait communiqué aux médias des chiffres sur les lieux de contaminations. Le travail ne comptait que pour 10% à 14% des infections, selon les cantons, contre environ 30% pour le cercle familial plus facilement traçable. Cependant dans près de 40% des cas, les informations faisaient défaut.

MANQUE DE DONNÉES FIABLES

Sollicité par *L'Événement syndical*, l'OFSP se refuse aujourd'hui à communiquer ces données qui recoupent les déclarations transmises par les médecins, les établissements hospitaliers et les laboratoires. «Les statistiques à disposition de l'OFSP ne permettent pas de fournir d'analyse pertinente sur les lieux présumés d'infections. De manière générale, il est difficile pour une personne testée positive d'identifier le lieu où celle-ci a pu être infectée», justifie le porte-parole de l'OFSP, Grégoire Gogniat, pour qui le travail de traçage des cantons pourrait donner une meilleure indication. «Nous, nous ne disposons toutefois pas encore de données statistiques suffisantes», précise le communicant, qui souligne que «dans la situation actuelle, avec une circulation élevée du virus, les gens peuvent être infectés partout, surtout dans les espaces fermés où les mesures de protection ne sont pas respectées».

«Les données à disposition doivent être mises en relation avec le grand nombre d'infections dont leur lieu d'origine est inconnu. Il se pourrait très bien que ces infections résultent aussi des places de travail», constate Christine Michel, responsable Unia pour la santé au travail,

qui pointe aussi le manque de liaison entre médecin cantonal et inspection du travail chargée de contrôler les mesures de protection. «Nous ne savons d'ailleurs pas non plus combien de contrôles de mesures Covid les cantons effectuent et comment ils choisissent leur lieu d'intervention. Plus d'informations et plus de collaboration entre les autorités seraient nécessaires pour pouvoir tirer les conclusions justes.» Chez nos voisins français, où l'inspection et la médecine du travail sont plus développées et l'Etat sans doute moins libéral, on sait qu'entre un quart et un tiers des infections, suivant les départements, ont lieu en milieu professionnel.

120 CAS CHEZ ROLEX EN DEUX SEMAINES

Comment serait-il possible que, dans notre pays, le virus s'arrête à la porte des entreprises? A Genève, Unia a eu accès à la liste des absences chez Rolex et a pu recenser, au plus haut de la vague, 120 cas positifs en deux semaines. Le syndicat a saisi l'Office cantonal de l'inspection et des relations du travail. «Des ateliers de quinze travailleurs comptaient trois ou quatre malades sans mise en quarantaine des personnes en contact, ce qui provoquait beaucoup de stress, explique Alejo Patino, secrétaire syndical d'Unia Genève. La direction nous a répondu que le médecin cantonal est le seul habilité à mettre en quarantaine et que le télétravail n'est pas dans la culture de l'entreprise. Des salariés ne comprenaient pas pourquoi on leur refusait leur demande de télétravail alors qu'ils vivent avec des personnes vulnérables.» Le travail à domicile était pourtant conseillé par Berne depuis l'automne. Il est désormais obligatoire.

DES MESURES ET DES CONTRÔLES

Mais tous les métiers ne peuvent s'exercer à la maison. «Il est donc essentiel que, d'une part, de bonnes mesures

de précaution soient mises en place et, d'autre part, qu'elles soient contrôlées, juge Christine Michel. Les autorités ont délégué l'élaboration et la mise en place des plans de protection aux entreprises, il devrait y avoir plus d'obligations. Et, comme nous l'avons souvent dit, nous ne disposons pas d'assez d'inspecteurs. Si l'on prend le cas des restaurants, par exemple, il faut aussi porter l'attention sur les personnes qui travaillent et pas seulement aux clients et à la distance entre les tables. Entre la première et la deuxième vague, l'attention s'est déplacée du monde du travail au cercle privé, à la famille, aux loisirs. Mais il ne faut pas oublier que, partout où l'on pratique des loisirs, il y a aussi des gens qui travaillent, comme dans les stations de ski.»

François Clément abonde dans son sens: «Aujourd'hui, il n'y a guère de contrôles, personne ne passe sur les chantiers. On constate certes que la plupart des entreprises essaient d'être en ordre, le niveau d'hygiène est plus élevé que la normale, les toilettes sont propres, ce qui est inhabituel, mais tout cela reste en deçà de ce que nous avons connu en mars. Nous aurions besoin de directives claires. Je crois qu'il est préférable d'avoir des mesures contraignantes, mais connues à l'avance, que d'en changer régulièrement. C'est le rôle des cantons d'envoyer sur les chantiers des inspecteurs bien formés munis de check-lists. Ils peuvent s'appuyer sur les partenaires sociaux, qui connaissent bien les chantiers. C'est ce qu'a fait l'Argovie en intégrant les partenaires sociaux. Le Jura, de son côté, a augmenté le personnel pour les contrôles et donné aux contrôleurs la possibilité de fermer les chantiers. Cela montre que c'est possible.» ■



Unia réclame davantage de contrôles sur les chantiers pour vérifier les concepts de protection. Le syndicat était intervenu à différentes reprises lors de la première vague, pour dénoncer un non-respect des règles.

LE VORACE, DES SAVEURS EN VRAC

L'épicerie coopérative Le Vorace a ouvert ses portes début janvier à l'Université de Lausanne. En rayons, des produits issus de l'agriculture locale et respectueuse de l'environnement. Reportage

Jiyana Tassin

Photos Thierry Porchet

En ce 8 janvier hivernal, devant le récent bâtiment du Vortex sur le campus de l'Université de Lausanne, se dresse une grande baie vitrée. Quelques rayons de soleil – venus égayer cette journée pluvieuse – s'y glissent et dévoilent une épicerie à l'allure chaleureuse. Un marteau ou une scie à la main, les coopérateurs nous accueillent amicalement. Antoine Pochon, un des initiateurs du projet, se propose de nous faire visiter le lieu en cours d'aménagement. Ses yeux pétillent lorsqu'il présente une bibliothèque, à l'entrée, destinée à devenir une boîte à livres: «Ici, on aimerait mettre les flyers de tous nos fournisseurs ainsi que plusieurs cahiers dans lesquels on expliquerait nos valeurs. Tous nos produits sont issus d'une agriculture locale et respectueuse de l'environnement.» Il continue en désignant un présentoir où trônent plusieurs bières artisanales de la Brasserie de la Concorde. Plus loin, un meuble à pain «conçu par un ami boulanger», un étalage pour les produits de saison et le comptoir – fabriqué avec le parquet d'une vieille maison. Plusieurs silos en verre contenant céréales et graines en vrac s'alignent le long de la boutique, dessinant un arc-en-ciel de couleurs. A l'arrière du magasin se trouvent encore quelques articles transformés comme un miel conçu sur le campus même de l'université, plusieurs produits d'hygiène tels que du liquide vaisselle écologique ou des brosse à dent en bambou, puis finalement un espace pour les aliments d'ailleurs: «On s'est rendu

compte que certains produits étaient introuvables chez nous et on a donc décidé d'en commander chez des commerçants équitables avec qui on a eu plusieurs contacts. En parallèle, on aimerait aussi amener une discussion quant à la nécessité d'importer certaines denrées.»

GESTION HORIZONTALE

A la base constituée d'une trentaine d'individus, principalement étudiants en géosciences, l'entreprise compte aujourd'hui une septantaine de collaborateurs. Ne souhaitant pas dépasser les 300 membres, la coopérative entend rester à «taille humaine» afin de favoriser les circuits courts. L'établissement est ouvert aux étudiants mais aussi à d'autres personnes externes au milieu académique. Comme il est géré sous la forme d'une coopérative en propriété collective, chaque membre qui souhaite l'intégrer doit tout d'abord adhérer aux valeurs de l'association, puis signer la charte des membres. Chacun doit également payer une cotisation annuelle de 60 francs, une part sociale et s'engager trois heures par mois pour l'organisation. Il devient ensuite copropriétaire et cogestionnaire, au même titre que les autres coopérateurs et bénéficie d'un rabais de 15% sur les produits. On peut aussi devenir bénévole, un statut ne requérant pas d'engagement particulier, et aider suivant ses disponibilités, complète Antoine Pochon. «Pour obtenir les fonds nécessaires à la concrétisation de notre idée, nous avons contacté U-Change – un programme d'encouragement qui finance des initiatives étudiantes axées sur le développement durable. En



Antoine Pochon, un des initiateurs du projet, entouré de deux coopératrices. Pour le jeune homme qui effectue un master en fondements et pratiques de la durabilité à la Faculté de géoscience de l'université, l'épicerie lui permet d'allier la théorie à la réalité du terrain.

contrepartie, l'université devait investir la même somme. Par la suite, on a envoyé des demandes à la commune, à plusieurs mécènes potentiels, puis on a finalement lancé un *crowdfunding* qui nous a rapporté 48 000 francs», explique Antoine Pochon. L'organisation se divise en plusieurs commissions indépendantes comme celles de la communication ou des produits.

ENVIES D'AGIR

«J'ai décidé de m'engager dans cette épicerie parce que je voulais allier la pratique à la théorie qu'on m'enseigne dans mes cours à l'université.» La voix d'Antoine Pochon s'anime lorsqu'il raconte pourquoi il a commencé à tra-

vailer au Vorace. «D'un point de vue plus personnel, mon investissement correspond à une réponse vis-à-vis de l'écoanxiété que je ressens en permanence. J'aimerais que ce projet permette de repenser notre quotidien, qu'il nous aide à sortir du système actuel.» En train d'effectuer un master en fondements et pratiques de la durabilité à la Faculté de géoscience de l'université, le jeune homme est convaincu que le changement adviendra de la pluralité des luttes. Citant en exemple la zone à défendre (ZAD) de la colline du Mormont (VD) – un groupe de militants qui occupent le site d'une carrière pour empêcher son extension – il explique que l'objectif de l'épicerie se-

rait, à long terme, de faire le pont entre les idées et les valeurs véhiculées sur le campus et la société.

En fin d'après-midi, Anne-Laure, une potentielle bénévole, vient s'informer sur les démarches à suivre pour s'engager dans la coopérative. «J'aime l'idée que tout soit local et j'aurais beaucoup de plaisir à y offrir mon temps. Je pense qu'il s'agit d'une vision d'avenir. Ça serait chouette que plus de projets similaires voient le jour!» s'exclame la jeune femme qui a entendu parler du lieu à travers une amie déjà active dans l'épicerie. «Le fait de ne pas être payée apporte également un autre aspect. On ne fait pas ça pour l'argent», ajoute-t-elle en souriant. ■



Si l'épicerie est déjà fonctionnelle, les aménagements ne sont pas terminés. Deux participantes sont venues prêter main forte aux dernières finitions. Conformément aux statuts de l'association, les membres doivent notamment s'engager trois heures par mois pour l'organisation.



Sur les rayons, des produits de proximité et écologiques...

Néfastes pour l'environnement et les populations

La campagne contre l'accord de libre-échange signé avec l'Indonésie a démarré. L'huile de palme au cœur de la contestation

Sonya Mermoud

Le 7 mars prochain, la population suisse devra se prononcer sur l'accord de libre-échange signé par l'AELE, dont la Suisse fait partie, avec Jakarta. Un traité non seulement néfaste pour l'environnement, mais aussi pour les populations locales, selon le Comité référendaire «Stop huile de palme!» qui a démarré sa campagne la semaine passée (voir aussi *L'ES* des 12 février et 1^{er} juillet 2020). «Nous sommes le dernier rempart face à un accord qui contribuerait à mettre en danger la biodiversité, le climat, les peuples autochtones et les petits acteurs économiques de nos deux pays», note l'alliance dans son dossier de presse, étoffé par les interventions de plusieurs opposants, dont

Willy Cretegny, l'initiateur du référendum. «Alors que nous avons toutes les huiles végétales qu'il nous faut en Europe, on détruit des milliers d'hectares de forêts primaires, on détruit la biodiversité, on fragilise l'agriculture vivrière locale, on élimine la faune locale comme les oranges-outans. Tout cela avec un seul motif: le profit», a dénoncé le vigneron bio, fondateur du parti genevois Le Nouveau Radical, aussi inquiet de l'impact d'un tel traité sur la production suisse d'huiles de tournesol et de colza. «Cette dernière, qui répond à nos normes, devra faire face à toujours plus de pression sur les prix», a souligné l'homme, précisant être en faveur du protectionnisme, «parce que protéger est un acte noble, responsable». Jelena Filipovic, coprésidente d'Agriculture du futur et

membre de la Grève du climat, a aussi évoqué la question de la concurrence directe avec la production locale. Selon ses informations, le prix de l'huile de palme, grâce à une réduction tarifaire moyenne de 35%, s'élèvera à 2,02 francs le kilo contre 2,60 francs le kilo pour celles issues du tournesol et du colza.

PAS D'HUILE DE PALME DURABLE

La question de la durabilité a aussi largement été abordée. Les opposants à l'accord ne croient pas à l'efficacité des garde-fous prévus dans le domaine pour bénéficier des baisses accordées aux importateurs. «La certification RSPO n'offre pas les garanties suffisantes en matière de déforestation, de droits humains ou encore d'usage de pesticides», a affirmé Nicolas Walder,

vice-président des Verts suisses et conseiller national genevois. Selon ce dernier, il n'existe toujours pas de mécanismes de contrôles efficaces. «Cette tâche pourra uniquement être confiée à un comité mixte sans aucun pouvoir.» Pour Ronja Jansen, présidente des Jeunesses socialistes, «l'huile de palme durable n'existe pas». De son côté, Denis de la Reussille, conseiller national POP neuchâtelois, a encore insisté sur la problématique «du travail des enfants, du travail forcé et du viol dans cette industrie». «L'OIT estime qu'environ 1,5 million d'enfants entre 10 et 17 ans travaillent dans les champs d'huile de palme en Indonésie.» La sécurité alimentaire dans ce pays a aussi été thématisée par le politicien, notant qu'elle était menacée: «L'expansion de la production d'huile de palme conduit

à une économie agricole tendant vers la monoculture... De nombreuses familles d'agriculteurs doivent acheter des aliments de base qu'elles ne produisent plus.»

Une cinquantaine d'organisations de la société civile, d'ONG, d'associations paysannes, environnementales, syndicales, de défense des droits humains, du commerce équitable et de partis politiques ont soutenu le référendum déposé le 19 juin 2020, ouvrant la voie au premier vote populaire sur un accord de libre-échange de notre histoire. «Ce référendum constitue un premier frein face à une économie mondialisée qui ne sert que les intérêts des plus gros acteurs et qui met en concurrence les peuples d'un bout à l'autre de la planète...» ■

«CHAQUE RÉCIT EST UNE LEÇON DE VIE»

Au temps de la pandémie, vingt-quatre migrantes se confient avec courage dans un livre intitulé «Derrière les murs». Une initiative de la Marche mondiale des femmes

Aline Andrey

Donner la parole à celles qu'on entend si peu, dans le contexte d'une pandémie qui fragilise encore davantage les personnes les plus vulnérables. Tel est le défi relevé par la Marche mondiale des femmes (MMF) Suisse dans son livre *Derrière les murs. Récits de migrantes au temps du Covid-19*. Vingt-quatre témoignages pour raconter les répercussions de cette crise dans une situation d'exil: la solitude dans un pays loin des siens, la peur pour sa famille à l'autre bout du monde, l'emploi indispensable aux femmes sans papiers, l'apprentissage du français freiné, l'insécurité aux formes plurielles, la violence physique et psychique, les traumatismes de l'exil... Mais aussi le temps de la remise en question, de la solidarité intergénérationnelle, des liens ressoudés, de nouvelles perspectives et des rêves.

DU COURAGE

En 2020, la MMF prévoyait une occupation féministe des frontières, notamment entre la France et l'Italie, ainsi qu'entre le Salvador et le Honduras, afin de dénoncer les politiques migratoires inhumaines. C'était compter sans une pandémie mondiale. La mobilisation a donc été reportée. Mais l'association suisse a souhaité mettre en lumière des femmes migrantes (tout en les protégeant par des prénoms d'emprunt). Les entretiens menés par des militantes de l'association ont eu lieu pendant l'été 2020 pour publier le livre avant le 17 octobre, date symbolique de clôture de la MMF chaque cinq ans (lire ci-dessous). La militante syndicale et féministe, Marianne Ebel, est l'une des initiatrices de la démarche: «J'ai été très impressionnée par les témoignages de ces femmes qui parlent de leur solitude, de leurs peurs, des violences subies, sans jamais tomber dans une position de victime, sans jamais se plaindre. Ce sont des femmes fortes qui, malgré les difficultés, font preuve de ressources incroyables pour aider leur famille. Mais aussi pour soutenir d'autres migrantes, notamment par l'envoi de masques confectionnés par leurs soins en Grèce. Chaque récit est une leçon de vie. Par exemple, Lisa a perdu, pendant le semi-confinement, son apprentissage et son logement. Et pourtant elle a réussi à rebondir.»

DES DRAMES ET DES DÉLIVRANCES

Certains destins sont frappés par des drames à répétition. Il y a cette femme vénézuélienne, sans papiers, depuis vingt ans en Suisse, dont le cancer du sein est révélé juste avant le semi-confinement. Il y a Léocadie, du Burundi, logée dans un centre pour demandeurs d'asile à Bâle avant d'être renvoyée en Grande-Bretagne en vertu des directives Dublin. Atteinte du VIH et d'un cancer, elle a connu une

Les photographies et leurs légendes, tirées du livre, ont été mises à disposition par les femmes immigrées qui témoignent.



Femme sans papiers: «Aujourd'hui, ma vie, mon chez-moi, c'est ici.»



Amira: «Dans le miroir de ma destinée.»

vie d'errance et de peurs fuyant ses tortionnaires. Avec courage, elle raconte les violences extrêmes qu'elle a subies. Autant de terreurs qui font écho à celles de Michaela, Italienne, enfermée pendant plus d'un mois par son compagnon violent. Jusqu'à ce qu'un voisin appelle la police...

Les témoignages relaient aussi les soucis du quotidien à réinventer. Rahwa et Soheila se disent inquiètes de ne pouvoir aider scolairement leurs enfants. Hiwot et Rania parlent, elles, de leurs difficultés à trouver du travail avec un permis F. Quant à Gülizar et Mine, militantes féministes, elles expliquent trouver leur énergie dans la solidarité du collectif. Il y a aussi des prises de conscience heureuses comme celles d'Arev qui a vécu le semi-confinement comme une liberté retrouvée et un enrichissement de la relation avec sa fille: «Je ne gaspille pas l'argent, nous pouvons boire le thé ensemble, ce qui n'était pas ar-

rivé durant huit ans, pendant lesquels il fallait toujours se dépêcher. J'ai réalisé que je menais cette vie juste pour payer le loyer, les factures. Est-ce que cela vaut la peine?» ■

EXTRAITS

«Comme j'ai dû arrêter le travail dans les ménages pendant huit semaines, je n'arrivais pas à payer mon loyer. Je suis allée à l'aide sociale demander conseil. Ils m'ont envoyée chez Caritas. L'assistante a regardé mon salaire, elle a vu qu'il était trop bas et a voulu me renvoyer à l'aide sociale. Mais moi, je ne voulais pas, j'avais peur de perdre mon permis B.»
Odette, Congolaise, réfugiée, en Suisse depuis onze ans.

«Je dois lutter chaque jour pour apprendre la langue, pour justifier que je suis quelqu'un, que j'ai fait des études et que je mérite une place au soleil et un travail approprié. Cela me fait mal qu'il faille une pandémie mondiale pour donner la chance à une femme de respirer, de juste vivre.»
Arev, Arménienne, en Suisse depuis huit ans.



Ana: «Que vous êtes loin!»



Mine: «Pour nos sœurs dans les camps aux frontières.»

Derrière les murs. Récits de migrantes au temps du Covid-19, Marche mondiale des femmes/Suisse, octobre 2020. En vente en librairie (30 francs) ou à commander en écrivant à: info@marchemondiale.ch

Tous les prénoms sont empruntés dans le souci de protéger les femmes qui se sont confiées.

«J'ai toujours refusé de me marier pour obtenir des papiers. J'ai toujours vécu comme cela en Suisse sans que rien ne m'arrive. J'ai un appartement, j'ai tout, mais rien n'est à mon nom. Je suis, mais je n'existe pas.»
Femme de ménage, Vénézuélienne, sans papiers, en Suisse depuis plus de vingt ans.

«On m'avait attribué une chambre sans fenêtres. Je vivais dans une peur panique, peur d'être à tout moment contaminée, car je connais la fragilité de mon système immunitaire.»
Léocadie, Burundaise, demandeuse d'asile, atteinte du VIH et d'un cancer.

LA MMF SOUFFLE SES 20 BOUGIES

L'idée de la Marche mondiale des femmes (MMF) a germé en 1995 au Québec, lors d'une marche féministe de 200 kilomètres pour protester contre la politique d'austérité et le sexisme de leur gouvernement. Mais c'est officiellement au tournant du 3^e millénaire que la MMF est créée. Le 8 mars 2000, à l'occasion de la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes, la première marche planétaire est lancée sur tous les continents. Au niveau européen, elle se déroule à Genève avec des déléguées de 19 pays. Les mobilisations culminent le 17 octobre, lors de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, avec des manifestations simultanées sur tous les continents. Le rendez-vous est pris par des déléguées de 165 pays pour réitérer une telle action cinq ans plus tard. En 2005, une charte est publiée autour de cinq valeurs communes: paix, solidarité, égalité, justice et liberté. En 2010, plus de 100 000 femmes participent aux actions régionales, nationales et internationales. L'action de clôture a lieu dans une région en guerre, le Sud-Kivu, avec une manifestation de 20 000 déléguées.

D'une mobilisation ponctuelle, la MMF devient un mouvement permanent avec un secrétariat tournant d'un continent à l'autre (la seule entité salariée grâce aux dons). Entre les grands rendez-vous internationaux, les mobilisations se multiplient à tous les échelons. Des actions de solidarité éclatent partout le 24 avril 2013, à la suite de l'effondrement de l'usine de textile Rana Plaza au Bangladesh qui tue plus de 1000 ouvrières et en mutilent à vie tant d'autres. Depuis, cette date est commémorée par la MMF qui organise une journée de solidarité féministe contre les multinationales et pour de meilleures conditions de vie partout dans le monde. En 2015, la 4^e action internationale est marquée en Europe par une caravane à pied partie du Kurdistan turc le 8 mars pour se terminer à Lisbonne le 17 octobre. Sur le continent américain, une action en Argentine dénonce les industries agrolimentaires et minières, entre autres mobilisations, tout autour du globe. Au fil du temps, la MMF se positionne non plus seulement comme féministe, mais aussi comme anticapitaliste, écologiste, anticoloniale, antimilitariste et antiraciste. La militante Marianne Ebel souligne cette convergence

des luttes: «A l'origine, nous voulions marcher contre la pauvreté et les violences faites aux femmes. Petit à petit, dans le respect des positions de chaque délégation, le mouvement est devenu anticapitaliste et l'écologie a pris une place importante sous l'angle de la souveraineté alimentaire.» Le 20^e anniversaire de la MMF s'annonçait foisonnant: des actions de soutien aux femmes sahraouiennes et à la Palestine, des mobilisations contre le pouvoir des multinationales, contre l'impérialisme et la montée des extrémismes, contre les guerres, la destruction des biens communs et les fermetures de frontières... autant de manifestations reportées à des temps meilleurs. ■

UN ANCRAGE LOCAL

En Suisse, des femmes actives dans des syndicats et des associations féministes s'engagent dans la MMF dès ses débuts. «L'ancrage local est important pour l'organisation internationale», indique la militante neuchâteloise Marianne Ebel. En 2014, l'association suisse contribue avec succès à l'échec de l'initiative contre le remboursement par les assurances d'un avortement légal. Elle s'implique également contre l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes, les armes à domicile, les pratiques destructrices des multinationales et les violences sexuelles. «La MMF se conçoit comme une plateforme qui regroupe d'autres organisations, comme des syndicats par exemple. L'adhésion est individuelle ou collective, souligne Marianne Ebel, qui se réjouit de l'élan féministe de ces dernières années. La grève féministe du 14 juin 2019 a été essentielle non seulement par le nombre de manifestantes, mais aussi par son caractère intergénérationnel. Les militantes de la MMF/Suisse participent activement aux Collectifs de la grève féministe. Aujourd'hui, la relève est là et, le mouvement, malgré les difficultés inhérentes à la pandémie, ne risque pas de s'arrêter!» ■

L'OCEAN VIKING RETOURNE SAUVER DES VIES

Après six mois de blocage, le bateau de sauvetage de SOS Méditerranée est de nouveau en mer pour secourir les embarcations à la dérive entre la Lybie et l'Italie



Lundi 11 janvier 2021, l'*Ocean Viking* lève l'ancre du port de Marseille.



Le 18 octobre 2019, l'*Ocean Viking* a sauvé 104 personnes, dont ces enfants.

Aline Andrey

Marseille, lundi 11 janvier 2021, 9h du matin, l'*Ocean Viking*, navire de sauvetage de l'ONG SOS Méditerranée, lève l'ancre. A son bord, des marins, des sauveteurs, une équipe médicale. Direction la zone maritime entre la Lybie et l'Italie, là où la majorité des embarcations chavirent: 960 morts noyés rien qu'en 2020 dans cette région, plus de 20 000 dans l'ensemble de la Méditerranée depuis 2014 (selon les chiffres de l'Organisation internationale pour les migrations) sans compter celles et ceux qui disparaissent sans laisser de trace. La Grande Bleue est devenue une fosse commune.



Caroline Abu Sa'da, fondatrice et directrice de l'association suisse de SOS Méditerranée.

Après cinq mois de blocage à quai en Sicile, le bateau de l'ONG a été libéré le 21 décembre. Il a rejoint Marseille où l'équipage a respecté une quarantaine stricte, avant de reprendre la mer pour secourir enfants, femmes et hommes. A terre, Caroline Abu Sa'Da, fondatrice et directrice de l'association suisse de SOS Méditerranée, ne cache pas son soulagement et son espoir de sauver des êtres humains de la noyade. Au bout du fil, une heure et demie après le départ de l'*Ocean Viking*, elle raconte.

Comment vivez-vous ce moment de libération de l'*Ocean Viking*?

C'est beaucoup d'émotions, car on nous a empêchés pendant cinq mois de sauver des vies. Durant ce temps, nous avons travaillé intensément pour répondre aux exigences nouvelles des autorités italiennes qui ont changé leur interprétation des normes de sécurité. Pendant ce temps, des êtres humains coulaient.

Comment expliquez-vous ces blocages administratifs, politiques et judiciaires à l'encontre des bateaux de sauvetage des ONG. Alors que ces dernières, tels que Sea-Eye, Sea-Watch et Open Arms en plus de la vôtre, pallient les manquements des Etats?

C'est incompréhensible. Ce que l'on rappelle à chaque sauvetage, c'est qu'il existe une obligation légale de porter secours en mer, et de permettre un débarquement sûr et rapide. Ce que bafouent les Etats. Les entraves touchent non seulement les ONG, mais aussi la marine marchande. En août, un pétrolier a porté secours à 27 personnes (dont une

femme enceinte et un enfant, *ndlr*), et s'est retrouvé bloqué pendant 40 jours, car aucun pays ne voulait les laisser débarquer.

Où en est l'Union européenne dans sa politique migratoire?

La pandémie n'a rien arrangé. Toutes les négociations sont au point mort. Et c'est le cas pour beaucoup d'autres sujets. En 2019, les Etats s'étaient mis autour de la table pour qu'une pré-répartition ait lieu avant les débarquements. Car l'Italie, comme d'autres pays côtiers telles la Grèce et l'Espagne, ne peut pas gérer cette situation seule. Avec l'accroissement des contrôles en Méditerranée centrale, le nombre de départs sur les Canaries ou en direction de la Grèce ont augmenté. Le problème des responsabilités est central. La Suisse en participant à Frontex est partie prenante de ce qui se passe, tout comme chaque citoyen qui élit son gouvernement. C'est donc aussi à nous d'interpeller nos élus. Le 18 décembre dernier, le Conseil national, avec 100 voix contre et 90 pour, a malheureusement rejeté la pétition «Faire cesser les noyades de migrants en Méditerranée» qui demandait des mesures pour sauver les migrants en Méditerranée...

Après le choc et la vague d'indignations à la suite de la mort d'Aylan Kurdi, enfant de 3 ans retrouvé mort sur une plage turque le 2 septembre 2015, la solidarité est-elle retombée?

Oui, alors qu'il y a toujours autant d'enfants qui meurent en mer. L'empathie se perd. La pandémie a encore davantage précarisé une partie de

la population et focalisé tous les débats. Or, les Nations Unies estiment que, pendant les six premiers mois de 2020, les migrations ont augmenté de 250% via la Méditerranée. Et donc, fatalement, il y a eu de nombreux naufrages invisibles, en plus des corps retrouvés sur les plages libyennes et tunisiennes. A travers nos campagnes de sensibilisation, nous essayons de faire comprendre aux gens ici que ça pourrait être nous, que nous faisons tous partie de la communauté humaine, que les démocraties sont fragiles, à l'image de ce qui se passe aux Etats-Unis. C'est une question éthique: faire aux autres ce que tu aimerais qu'on te fasse. Il s'agit d'être conscient de notre chance d'être né ici et pas ailleurs. Aucun parent au monde ne met son enfant dans une embarcation pourrie par choix. C'est une question de survie.

La situation en Libye est désastreuse. Et pourtant des garde-côtes libyens ont été formés par Frontex, l'agence européenne de contrôle des frontières...

En 2018, la responsabilité des autorités italiennes et maltaises de contrôle de la zone maritime a été en partie donnée aux garde-côtes libyens. C'est très bien de les responsabiliser et de les former, mais pas en sachant que ces derniers renvoient ensuite les migrants dans des camps effroyables...

Concrètement que va faire l'*Ocean Viking* ces prochains jours?

Remonter sur zone, entre la Libye et l'Italie, et secourir des embarcations. Si ces dernières sont moins nom-

breuses en hiver, il y a aussi moins de navires de sauvetage pendant cette période. La mer est plus agitée et les risques d'hypothermie sont plus élevés à cause du froid. Nous pouvons accueillir environ 250 personnes à bord. Tous les aménagements ont été faits dans le bateau pour pouvoir isoler les personnes qui auraient des symptômes de Covid. Le protocole est strict, avec des combinaisons de protection, un sas de désinfection, des masques et du gel hydroalcoolique en quantité bien sûr. Nous demanderons ensuite un plan de débarquement dans un des centres de coordination des secours en mer. Puis, il y aura ensuite une quarantaine pour l'équipage, avant un nouveau départ.

Vos vœux pour 2021?

Nous espérons qu'on puisse débarquer sans attendre - car la situation est toujours fragile à bord avec des rescapés qui ont vécu le pire - et ne pas être bloqués ensuite. Nous souhaitons pouvoir être en mer autant que possible pour sauver le plus de vies possible. Plus largement, nous demandons un système européen de pré-répartition avant débarquement. Et, idéalement, la mise en place d'un système européen de recherche et de sauvetage. J'avoue ne pas trop y croire, mais j'aimerais que les Etats européens me surprennent dans ce sens. ■

Pour davantage d'informations, voir sur: sosmediterranee.ch



Depuis 2016, SOS Méditerranée a secouru près de 32 000 personnes en Méditerranée centrale entre la Libye et l'Italie.

UN ENGAGEMENT CONTRE UNE TRAGÉDIE HUMAITAIRE

SOS Méditerranée sillonne la Grande Bleue depuis cinq ans. L'ONG a été créée par des citoyens européens solidaires à la suite du vide laissé par la fin du programme de sauvetage italien *Mare Nostrum* par manque de soutien de l'Union européenne. Alors que le contrôle des frontières s'est accentué avec l'opération Triton de l'agence Frontex, aucun programme de sauvetage n'a par contre été mis en place par les gouvernements. Depuis 2016, SOS Méditerranée a secouru près de 32 000 personnes avec son bateau l'*Aquarius* qui a été privé de pavillon après des pressions politiques, puis avec l'*Ocean Viking*, sous pavillon norvégien. En 2017, une association suisse s'ajoute à celles créées en France, en Allemagne et en Italie. Les quatre entités indépendantes de SOS Méditerranée travaillent ensemble avec plusieurs missions: le sauvetage en mer, les soins d'urgence, le soutien médico-psychologique et l'accompagnement vers les dispositifs d'assistance une fois à terre, ainsi que la sensibilisation de l'opinion publique, des institutions européennes et des gouvernements nationaux. L'ONG respecte le droit maritime international et ses principes, tels que l'obligation de prêter assistance à toute personne en détresse, indépendamment de la nationalité, du statut ou des circonstances, ainsi que le débarquement rapide dans un lieu sûr. Or, plus de 30 000 personnes depuis 2017 ont été renvoyées en Libye (selon les estimations de l'ONU), dans des camps où règnent les tortures, les viols, le travail forcé, les exécutions... ■

TUILERIE DE BARDONNEX: CE N'EST PAS ENCORE FINI

Le Canton de Genève a trouvé six millions pour poursuivre la production. Des négociations sont en cours

Jérôme Béguin

À Genève, la Tuilerie de Bardonnex n'a peut-être pas encore cuit sa dernière tuile. Son propriétaire, le groupe Gasser Ceramic, est en train de fermer l'usine pour concentrer la production sur ses sites des cantons de Vaud et de Berne. Soutenus par leurs syndicats, Unia et Syna, les treize ouvriers genevois se battent depuis l'été dernier pour sauver cette tuilerie construite après-guerre, leurs emplois et le savoir-faire. Ils ont obtenu le soutien du Conseil d'Etat qui a trouvé six millions de francs à mettre sur la table pour poursuivre la production durant deux ans au moins. Un tiers de la somme proviendrait des collectivités publiques, telle la Ville de Genève, intéressées à constituer des stocks de cette tuile plate et jaune souvent utilisée lors des rénovations pour habiller les toits des bâtiments et des monuments historiques. Et quatre millions sortiraient de la poche d'une grande fondation très active au bout du lac dans la culture et le social qui souhaite, comme à son habitude, rester discrète. Des négociations sont encore en cours entre l'Etat, Gasser Ceramic, le personnel, mais aussi Argramat, le propriétaire du gisement d'argile qui entendait récupérer le terrain pour mener d'autres activités. Les parties se sont engagées à ne pas communiquer durant les discussions, indique José Sebastiao, secrétaire syndical d'Unia Genève, qui s'est beaucoup activé pour sauvegarder la tuile-



Soutenus par les syndicats Unia et Syna, les ouvriers genevois se battent depuis l'été dernier pour sauver la tuilerie construite après-guerre, leurs emplois et le savoir-faire.

rie et les postes de travail. On devrait en savoir plus d'ici une à deux semaines. Outre la menace de se fournir en tuiles à l'étranger, l'Etat a plusieurs cartes en main: déposée par Patrimoine Suisse, une demande de classement de la tuilerie et de ses machines est en cours d'instruction, elle devrait connaître un sort favorable, ce qui empêche la destruction du four; et, quelle que soit la nature des activités entreprises, Argramat a besoin du feu vert des autorités. Enfin, il faut savoir qu'une coo-

pérative a été constituée à l'initiative d'Yves Peçon, architecte et retraité de l'Office du patrimoine et des sites, de l'ancien maire de Genève Rémy Paganini et du sociologue Alain Clémence. La reprise de la direction de la tuilerie par une coopérative ouvrière était l'une des alternatives imaginées par les salariés. Ceux-ci sont inscrits au chômage et attendent impatiemment de connaître l'issue des négociations. ■

AGENDA UNIA

BIENNE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Bienne: syndicat

Téléphone: lundi de 14h à 17h30; mardi, mercredi et jeudi de 8h à 11h30 et 14h à 17h30; vendredi de 8h à 11h30 et 14h à 16h. Guichet: lundi à jeudi de 14h à 18h; vendredi fermé.

Bienne: caisse de chômage

Téléphone: lundi, mardi, mercredi, vendredi de 9h à 11h30.

Guichet: lundi, mardi, jeudi de 14h à 17h30.

Granges-Longeau: syndicat

Téléphone: lundi et mercredi de 14h à 18h; mardi de 9h à 11h et de 13h à 17h; vendredi de 9h à 11h.

Guichet: lundi et mercredi de 14h à 18h;

mardi de 13h à 17h; vendredi de 9h à 11h.

Granges-Longeau: caisse de chômage

Téléphone: lundi de 10h à 11h30, mardi à vendredi de 8h30 à 11h30.

Guichet: lundi et jeudi de 14h à 18h.

Lyss: syndicat

Téléphone: lundi de 14h à 17h30; mardi, mercredi et jeudi de 8h à 11h30 et 14h à 17h30; vendredi de 8h à 11h30 et 14h à 16h. Guichet: mardi et jeudi de 14h à 18h.

Lyss: caisse de chômage

Téléphone: lundi, mardi, mercredi et vendredi de 9h à 11h30.

Guichet: lundi de 13h30 à 17h et jeudi de 14h à 18h.

FRIBOURG

PERMANENCES

Dans la région Fribourg, la permanence est ouverte par téléphone au 026 347 31 31 et par e-mail à fribourg@unia.ch. En cas de nécessité, un rendez-vous avec une ou un secrétaire syndical peut être fixé par téléphone. Les plages de temps encore disponibles sont fournies lors de l'appel téléphonique. Les entretiens ont lieu à Bulle ou à Fribourg.

GENÈVE

DÉCLARATION D'IMPÔT POUR LES MEMBRES UNIA

Malgré la période Covid, cette année encore, nous sommes à votre disposition pour remplir votre déclaration d'impôt 2020.

Cependant, nous vous informons que, compte tenu des mesures de distanciation à respecter, nous sommes obligés de modifier la procédure usuelle.

1. Il faudra ainsi prendre rendez-vous par téléphone pour venir effectuer le paiement au syndicat.

2. Nous vous remettons alors les renseignements utiles ainsi qu'un justificatif avec lequel vous pourrez contacter la fiduciaire pour fixer l'entretien de déclaration physique.

Si vous souhaitez faire remplir votre déclaration d'impôts 2020 nous vous invitons donc à nous téléphoner pour procéder au paiement au:

0848 949 120, de 9h à 12h, sauf les lundis matins, du 8 février au 12 mars.

Tarifs par déclaration:

49 fr. pour les membres Unia.

59 fr. pour un couple (membre syndiqué Unia, conjoint non syndiqué).

79 fr. pour les enfants ou parents d'un membre.

10 fr. pour les enfants des membres qui ont un salaire inférieur à 15 000 francs.

30 fr. pour l'auto-déclaration relative à la fortune pour les personnes.

Pas de supplément pour la déclaration des comptes bancaires à l'étranger.

Veillez noter que les photocopies des justificatifs doivent être faites au préalable par vos soins. Aucun document original ne vous sera retourné.

HORAIRES DU SECRÉTARIAT

Les locaux du syndicat Unia sont ouverts au public lundi, mardi, jeudi et vendredi après-midi de 14h à 18h. Les adhésions pouvant être réalisées à nos guichets, nous invitons les personnes qui ne sont pas membres et qui souhaitent un conseil à se présenter dans nos locaux. **Notre charge de travail actuelle nous force en effet à réserver tout conseil juridique à nos adhérents.**

PERMANENCE PAPHYRUS

Les permanences «Papyrus» sont désormais réservées uniquement aux membres d'Unia affiliés depuis au moins trois mois. Des rendez-vous sont possibles le mercredi entre 14h et 18h. Pour plus d'informations, écrivez à geneve@unia.ch ou appelez le 0848 949 120.

NEUCHÂTEL

HORAIRE DES SECRÉTARIATS

Neuchâtel et La Chaux-de-Fonds

Permanence administrative: de 10h à 12h du lundi au vendredi et de 15h à 18h du lundi au jeudi.

Permanence syndicale: de 15h à 18h les lundis, mercredis et jeudis.

Le Locle

Ouverture du bureau: les lundis de 9h30 à 12h; les mardis et jeudis de 9h30 à 12h et de 15h à 18h.

Permanence téléphonique: les lundis et mercredis de 8h à 12h les mardis et jeudis de 8h à 12h et de 14h à 18h.

Fleurier

Ouverture du bureau: les lundis, jeudis et vendredis de 9h30 à 12h, les mardis de 9h30 à 12h et de 15h à 17h30.

Permanence téléphonique: les lundis, jeudis et vendredis de 8h à 12h, les mardis de 8h à 12 h et de 15h à 17h30.

TRANSJURANE

PERMANENCES SYNDICALES

Delémont: lundi et jeudi de 14h30 à 18h, vendredi de 9h à 12h.

Porrentruy: lundi et jeudi de 14h30 à 18h.

Moutier: jeudi de 14h30 à 18h (présence d'un secrétaire syndical le 1^{er} jeudi ouvrable de chaque mois).

Tavannes: lundi de 14h30 à 18h.

Saint-Imier: mardi de 14h30 à 18h, jeudi de 14h30 à 18h (permanence administrative le jeudi).

Permanence téléphonique: 0848 421 600, lundi au jeudi de 14h30 à 17h30 et vendredi de 9h à 12h.

PERMANENCES CAISSE DE CHÔMAGE

Delémont: lundi et jeudi de 14h30 à 18h, vendredi de 9h à 12h.

Porrentruy: lundi de 14h30 à 18h.

Moutier: jeudi de 14h30 à 18h.

Tavannes: lundi de 9h à 12h et de 14h30 à 18h, mardi et jeudi de 9h à 12h et de 14h30 à 17h, mercredi de 9h à 12h.

Saint-Imier: mardi de 14h30 à 18h, jeudi de 14h30 à 18h.

Permanence téléphonique: 0848 421 600, lundi au vendredi de 9h à 12h.

VALAIS

SYNDICAT ET CAISSE DE CHÔMAGE

Sierre: 027 602 60 00

Sion: 027 602 60 00

Martigny: 027 602 60 00

Monthey: 027 602 60 00

HORAIRES

Permanence téléphonique: du lundi au vendredi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h30. Ouverture du guichet caisse de chômage: du lundi au vendredi, de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h.

PERMANENCES SYNDICALES

Sierre: du lundi au vendredi, de 8h30 à 11h30. Lundi soir, de 17h à 19h.

Sion: du lundi au vendredi, de 8h30 à 11h30. Jeudi soir, de 17h à 19h.

BRÈVES

CORRUPTION INTERNATIONALE IL FAUT AGIR EN AMONT

C'est un procès pour le moins historique qui s'est ouvert la semaine dernière à Genève, celui de l'homme d'affaires Beny Steinmetz, poursuivi, avec deux partenaires, pour «corruption d'agents publics étrangers» et «faux dans les titres». Pour faire main basse sur la mine de fer du Simandou, en République de Guinée, au nez et à la barbe du groupe Rio Tinto, il aurait en 2005 passé un pacte de corruption avec le président du pays de l'époque, Lansana Conté. Le Ministère public genevois évoque au moins 8,5 millions de dollars qui auraient transité par la compagnie du chef de l'Etat et des comptes suisses. Après avoir investi 165 millions en 2008, Beny Steinmetz a revendu moins de deux ans après la moitié de sa société minière au brésilien Vale pour 2,5 milliards, soit le double du budget de la Guinée. Il a bénéficié d'un forfait fiscal à Genève de 2004 à 2016 sans y résider vraiment, mais c'est depuis la ville du bout du lac qu'il a réalisé une partie de ses transactions. Pour Public Eye (ex-Déclaration de Berne), la Suisse doit agir de manière préventive pour ne plus être complice de pratiques prédatrices qui privent les populations de revenus essentiels tirés des ressources naturelles. L'ONG demande que les activités dites non financières soient soumises aux lois sur le blanchiment d'argent. C'est aussi la recommandation depuis 2003 du Groupe d'action financière, organisme intergouvernemental de lutte contre le blanchiment d'argent qui rassemble 37 pays... dont la Suisse. ■ **JB**

INFIRMIERS EXPERTS À L'HFR HAUSSE DES SALAIRES DEMANDÉE

L'heure de réévaluer les salaires des infirmiers experts en anesthésie, soins intensifs et urgences à l'Hôpital fribourgeois (HFR) a sonné. Le 11 janvier dernier, le Syndicat des services publics (SSP) a transmis au Conseil d'Etat un courrier collectif cosigné par 112 collaborateurs appartenant à cette catégorie professionnelle. Il prie le gouvernement de se prononcer sur la demande d'ajustement des rémunérations et de la fonction de ce personnel soignant. Une requête qui avait déjà été déposée... il y a trois ans et demi en arrière, en juillet 2017! Les auteurs de la lettre demandent aux élus de prendre enfin une décision, soulignant la situation difficile dans laquelle ils se trouvent. «En pleine pandémie, pensez bien que nous avons perdu beaucoup d'énergie; des collègues tombent d'épuisement, d'autres songent à démissionner. Mais nous prenons encore la plume pour vous exprimer notre profond désarroi et notre sentiment d'être oubliés par l'Etat. (...) Alors que la troisième vague va nous submerger encore une fois, donnez-nous un signe positif que notre valeur est aussi reconnue par les autorités. Vous ne retiendrez certainement pas tous les infirmiers experts au sein de l'HFR, mais une bonne partie pourrait être remotivée par une reconnaissance juste et objective.» Le SSP a calculé que le personnel concerné devrait être colloqué en classes de salaire 22 à 24. ■ **L'ES**

FILMS DES FESTIVALS SUR LA TOILE

A défaut de grands écrans, le cinéma se déploie sur la Toile. Le principal événement consacré au cinéma helvétique, les Journées de Soleure, se déroulera en ligne du 20 au 27 janvier. Sa 56^e édition est riche de 170 films, courts et longs métrages, fictions et documentaires. Dans cette foisonnante programmation, remarquons deux documentaires consacrés aux 50 ans de l'introduction du suffrage féminin: *De la cuisine au parlement édition 2021* de Stéphane Goël et *Das katholische Korsett – oder der mühevolle Weg zum Frauenstimmrecht* de Beat Bieri et Jörg Huwlyer. Des films de réalisatrices ayant tourné entre 1971 et 1981 seront également à l'honneur, et une table ronde intitulée «Droit de vote – droit du cinéma?» aura lieu le dimanche 24 janvier à 15h. Le thème de l'environnement sera également présent avec *Plus chauds que le climat* de Bastien Bösiger et Adrien Bordone et avec *Pomme de discorde (Alerte pesticides)* de Daniel Kunzi. A noter aussi la première du film *The Brain* de Jean-Stéphane Bron sur l'intelligence artificielle.

La même semaine, le festival international de films indépendants Black Movie, qui se déroule en temps normal à Genève, propose, lui, pour sa 22^e édition, 84 films issus de 48 pays. Des fictions et des documentaires engagés. Des surcroît, le Petit Black Movie, destiné aux enfants, prévoit 34 films dont les thèmes vont de la préservation de la nature à la solidarité, du pouvoir de l'imaginaire à la déconstruction des stéréotypes de genre. Des tables rondes en ligne sont prévues notamment autour de la solitude, sentiment particulièrement prégnant en ces temps de pandémie, pour accompagner le film *El otro* de Francisco Bermejo ainsi que sur la marginalisation des roms à l'occasion de la projection du film *Acasă, My Home* du réalisateur Radu Ciorniciuc (photo). Une rencontre en visioconférence est aussi agendée avec César Fierro, qui a vécu plus de 40 ans dans les couloirs de la mort d'une prison texane, avant d'être libéré en octobre dernier. Le réalisateur Santiago Esteinou, auteur de *Los años de Fierro*, sera aussi présent. ■ **AA**



Accéder aux festivals sur: journeesdesoleure.ch, du 20 au 27 janvier (10 francs la séance). blackmovie.ch, du 22 au 31 janvier (6 francs la séance, 50 francs le pass festival).

Martigny: du lundi au vendredi, de 8h30 à 11h30. Jeudi soir, de 17h à 19h.
Monthey: mardi et vendredi, de 8h30 à 11h30. Mardi soir, de 17h à 19h.

VAUD

HORAIRES

Secrétariats

Les secrétariats de Lausanne, Nyon, Yverdon, Vevey et du Sentier ont un numéro de téléphone commun.

Vous pouvez les contacter au 0848 606 606 ou au 0041 848 606 606 depuis la France.

Les permanences des secrétariats ci-dessus se font uniquement sur rendez-vous. Elles ont lieu les lundis, mardis et jeudis de 14h à 18h. Pour les autres secrétariats, renseignez-vous

par téléphone. Horaires téléphoniques: **Lundi à vendredi matin** de 8h30 à 12h. **Lundi après-midi** de 13h30 à 17h. **Mardi et jeudi** de 13h30 à 18h. **Mercredi après-midi** fermé. **Vendredi après-midi** de 13h30 à 16h.

CAISSE DE CHÔMAGE

Lausanne: 021 313 24 80

Crissier: 021 612 00 40

Morges: 021 811 40 70

Nyon: 022 994 88 40

Yverdon: 024 424 95 85

Le Sentier: 021 845 62 66

Vevey: 021 925 70 01

Aigle: 024 466 82 86

LES SALARIÉS DE SWISSPORT RIPOSTENT À UNE ATTAQUE SANS PRÉCÉDENT

Victimes de cruels congés-modifications de leurs contrats de travail, les employés ont lancé des mesures de lutte pour défendre leurs conditions d'engagement



Les collaborateurs de Swissport se sont mobilisés contre l'introduction, le 1^{er} juin prochain, de nouveaux contrats de travail, synonymes de baisses de salaires de l'ordre de 500 à 1200 francs par mois.



«Les propositions de Swissport sont inacceptables, vous êtes en droit de vous battre pour défendre vos conditions de travail», a déclaré Pierre-Yves Maillard, président de l'Union syndicale suisse.

Jérôme Béguin

Photos Thierry Porchet

À l'aéroport de Genève-Cointrin, le personnel de Swissport a engagé la semaine dernière un bras de fer avec son employeur. La direction a en effet procédé à des congés-modifications des contrats de travail des mille collaborateurs du site de la société d'assistance au sol. Ces nouveaux contrats, qui entreront en vigueur le 1^{er} juin, prévoient des baisses de salaires de l'ordre de 500 à 1200 francs par mois, un passage du temps de travail de 40h à 41h25 par semaine, l'annualisation du temps de travail, la suppression de la participation de 200 francs mensuels à l'assurance maladie, une augmentation des cotisations LPP et une réduction des jours de vacances pour une partie du personnel. En outre, le statut des auxiliaires est élargi à tous les secteurs et ils pourront être employés jusqu'à 45 heures par semaine. Les travailleurs ont jusqu'au 28 janvier pour signer... ou perdre leur emploi. Cela dans le contexte où, depuis mars, ils subissent en raison de la réduction de l'horaire de travail des baisses de revenu, jusqu'à 20% de moins sur leur fiche de paie. Notons aussi que les rémunérations des agents d'escala, bagagistes et autres collaborateurs de Swissport

n'atteignent pas la stratosphère, l'entreprise a d'ailleurs dû procéder à des ajustements après l'entrée en vigueur du salaire minimum cantonal de 23 francs en novembre. Une alternative est cependant possible: la lutte. C'est la solution qu'ont choisie 200 d'entre eux réunis en assemblée générale le 12 janvier dans l'ancienne aérogare. Prenant la parole, Alain, l'un des salariés, a résumé le sentiment des participants: «Je devrais aller dire à mes enfants que papa perd 700 francs par mois, qu'il n'a plus les moyens de payer leurs heures de sport et que, même pour la nourriture, cela va être difficile. Je ne peux pas signer. Dix ans après la grève de 2010, on perdrait tous nos acquis, il faudrait être fou pour accepter cela.» Et Jamshid Pouranpir, secrétaire syndical du SSP Trafic aérien, de constater: «Je n'ai jamais vu une attaque aussi violente contre les conditions de travail.»

LA SOLIDARITÉ DE PIERRE-YVES MAILLARD

Les travailleurs et les syndicalistes sont bien conscients des difficultés rencontrées par le secteur aérien et Swissport, mais ils veulent éviter une précarisation durable et demandent à ce que les efforts soient partagés. A Zurich-Kloten, Swissport et les syndicats se sont entendus en décembre pour signer une

convention collective de travail (CCT) de crise et temporaire. La réduction salariale se monte en moyenne à 150 francs par mois. Un plan social a, en outre, été signé. Du côté de Genève, le directeur de la filiale, Antoine Gervais n'entend pas négocier ni conclure d'accord. La CCT genevoise de Swissport est échue depuis octobre. Saisie par les syndicats SSP et SEV-GATA, la Chambre des relations collectives de travail avait, en automne, recommandé aux parties de négocier un plan social et une nouvelle CCT, voire deux, l'une de crise et l'autre à appliquer lorsque le trafic aérien aura redécollé. Pour le dirigeant, interrogé par *Le Temps*, les nouveaux contrats sont «conformes au marché». Point à la ligne. «La direction invoque la crise du Covid, c'est un prétexte, elle veut surtout plaire aux actionnaires», estime Pablo Guarino. En plus de diminuer les salaires, le secrétaire syndical du SEV-GATA remarque que Swissport ne s'engage pas à maintenir les emplois ni à éviter les licenciements. «Les propositions de Swissport sont inacceptables, vous êtes en droit de vous battre pour défendre vos conditions de travail», a déclaré Pierre-Yves Maillard venu «témoigner de la solidarité de tout le mouvement syndical». Le président de l'Union syndicale suisse a appelé les pouvoirs publics à soute-

nir les secteurs restreints dans leur activité et les travailleurs à rester unis et à se serrer les coudes dans ce moment difficile.

DIVERGENCES SYNDICALES

Plutôt que l'unité, ce sont les divergences que les syndicalistes ont étalées ce 12 janvier. S'opposant au SSP et au SEV, Yves Mugny, au nom d'Avenir syndical, a demandé que la décision formelle de voter les mesures de lutte soit décalée de deux jours. Pour mémoire, Avenir syndical est une organisation de la région genevoise formée l'année dernière et issue d'une scission du SSP Genève. L'un de ses secrétaires syndicaux, Yves Mugny, est un ancien permanent du SSP Trafic aérien et, par ailleurs, d'Unia. animateur de la grève de 2010, il a conservé des liens avec des bagagistes et a constitué un groupe syndical au sein de Swissport. La nouvelle organisation a écrit à Antoine Gervais, et le secrétaire syndical voulait attendre sa réponse et «ne pas lui offrir l'excuse de refuser les négociations». Les syndicalistes du SSP et du SEV ont regretté que les décisions d'une assemblée soient dictées par l'agenda d'une organisation. «Je crains que les collègues ne signent les nouveaux contrats, le temps presse», a plaidé Jamshid Pouranpir. «Ces querelles nous desservent,

cela n'a aucune importance qu'on soit du SSP, du SEV ou d'Avenir syndical, il faut trouver un équilibre entre syndicats», est intervenu un travailleur. Un consensus s'est finalement dégagé pour lancer un «ultimatum» à l'employeur et lui laisser un délai de deux jours pour accepter l'ouverture de négociations. Le 14 janvier, les travailleurs se sont retrouvés pour une nouvelle assemblée. Ils étaient encore 200. Prenant acte de l'échec de l'ultimatum, ils ont manifesté devant l'aéroport et obtenu une entrevue avec la direction qui n'a encore rien donné. Plus tard dans la journée, 80 d'entre eux se sont rendus à l'Hôtel-de-Ville où une délégation a été reçue par Mauro Poggia. Le conseiller d'Etat en charge de l'Economie et de l'Emploi a promis de rencontrer la direction de Swissport cette semaine. L'aéroport est une institution de droit public qui accorde des concessions et, comme l'ont rappelé les acteurs du conflit de 2010, la victoire a été remportée en amenant le conseiller d'Etat François Longchamp à la table des négociations. D'autres actions du personnel sont prévues cette semaine. La possibilité d'une grève n'est pas écartée, mais vu la faiblesse actuelle du trafic aérien, elle n'aurait pour les syndicalistes que peu d'impact économique. A suivre. ■

Pour des chantiers dignes

Une enquête menée par Unia auprès des employés du secteur de l'artisanat révèle des lacunes importantes sur les chantiers. Le syndicat lance une campagne de sensibilisation

Aline Andrey

Toilettes inexistantes, local de pause non chauffé, charges lourdes à porter sur plusieurs étages, mauvaises planifications des travaux. Voici les principales récriminations du personnel de l'artisanat, qui regroupe notamment les menuisiers, les peintres et les électriciens. Les résultats du sondage lancé en août montrent que 84% des travailleurs ayant répondu au questionnaire dans toute la Suisse se plaignent d'une mauvaise organisation des chantiers et de la pression des délais, ce qui engendre un stress important et une impossibilité d'effectuer un travail de qualité. Une situation récurrente depuis des années, mais qui s'est encore détériorée avec la pandémie de coronavirus qui a engendré son lot de problèmes spécifiques. Pour Unia, la santé et la sécurité ne

sont pas garanties: «Trop souvent la distanciation ne peut pas être respectée en raison notamment d'une mauvaise planification de l'intervention des différents corps de métier, et les moyens de protection comme les masques, le savon et le désinfectant font encore trop souvent défaut.» Yannick Egger, membre de la direction des Arts et métiers d'Unia, ajoute: «Autre problème d'importance: à cause de la fermeture des restaurants pendant la pandémie, les salariés de l'artisanat sont souvent réduits à manger dehors au froid en l'absence de locaux chauffés...»

RESPONSABILITÉ DES EMPLOYEURS

Le syndicat rappelle que le respect des conditions d'hygiène et de sécurité revient à la direction des travaux et aux employeurs, comme le prévoit la Loi sur le travail: «Ils doivent veiller en tout temps

à ce que les équipements appropriés soient à disposition, et que les travailleurs et les travailleuses puissent œuvrer dans des conditions sûres et adéquates.» Unia exige donc le respect de la loi: l'accès à des WC régulièrement nettoyés et utilisables du début à la fin des travaux; des grues et des moyens de levage appropriés partout où c'est nécessaire; la mise à disposition de savon et de désinfectant pour les mains; une bonne organisation des chantiers; des voies d'accès sécurisées et réfléchies; des équipements individuels de sécurité; une planification adéquate des travaux entre les entreprises, notamment pour permettre le respect des distances sanitaires. «Bien souvent, l'entreprise de gros œuvre amène les toilettes et les locaux de pause, et quand elle repart, les artisans se retrouvent à pisser dans des bidons ou dans

les champs. C'est indigne! souligne Yannick Egger. Le manque de planification et d'organisation font aussi qu'un menuisier peut se retrouver à porter une véranda sur six étages, car la grue a été retirée.» Et pourtant des solutions existent selon le responsable syndical: «La direction des travaux pourrait, par exemple, coordonner l'organisation de la location des toilettes, de locaux de pause ou encore de grue pour l'intégralité de la durée du chantier, avec une répartition des charges parmi l'ensemble des entreprises.» Des actions syndicales de sensibilisation sont en cours auprès des directions des travaux, tandis que des mobilisations pourraient intervenir sur les chantiers en cas de nécessité. ■

«FACE À LA CRISE MONDIALE, DES RÉPONSES COMMUNES ET GLOBALES»

Pandémie oblige, le Forum social mondial se réinvente sur la Toile du 23 au 31 janvier prochain. Entretien avec Carmina Mac Lorin, membre du conseil international du Forum social mondial et directrice générale de l'ONG Katalizo

Propos recueillis par Sergio Ferrari
Traduction de l'espagnol Hans Peter Renk

Vingt ans après sa première édition à Porto Alegre, Brésil, qui s'est déroulée du 25 au 30 janvier 2001, une nouvelle et très spéciale étape du Forum social mondial (FSM) se profile. Cette fois, à la différence de toutes les sessions antérieures, le FSM n'aura pas une localisation physique. Pandémie oblige, du 23 au 31 janvier 2021, les milliers de participants se réuniront de manière virtuelle. Si pour les organisateurs, la consigne lancée en 2001 «Un autre monde est possible» reste valable, la méthodologie pour la concevoir doit être réinventée et ses contenus doivent être actualisés.

«La société pandémique mondiale exige de nous, plus que jamais, des réponses globales, créatives, innovantes et confluentes», souligne Carmina Mac Lorin. Activiste sociale des mobilisations étudiantes et d'Occupy (les Indignés) au Canada, elle fut l'une des membres les plus actives des collectifs altermondialistes dans son pays. Ceux-là mêmes qui ont convoqué deux forums sociaux nationaux (2007 et 2009) et le Forum social mondial de 2016, à Montréal. Membre du conseil international (CI) du FSM, directrice de l'ONG Katalizo, Carmina Mac Lorin – qui vient de terminer un doctorat en sciences humaines appliquées – représente un secteur de la jeunesse né à la chaleur des nouveaux défis sociaux virtuels et qui continue de plaider pour un *aggiornamento* du mouvement et des idéaux altermondialistes.



Carmina Mac Lorin.

ONG KATALIZO

Le dernier Forum social mondial s'est tenu en mars 2018 à Salvador de Bahia, dans le Nord-Est brésilien, où il a réuni 80 000 participants. Néanmoins, depuis cette date et jusqu'à aujourd'hui, le FSM semble avoir été peu présent dans les débats internationaux...

Chaque session d'un forum est suivie par des moments d'un certain calme. Ce sont des rencontres très intenses qui concentrent et consomment beaucoup d'énergie, puis qui exigent des pauses. Le bilan du FSM à Salvador de Bahia fut très positif, avec une grande présence des femmes, des jeunes et des minorités ethniques. En 2019, le conseil international, qui décide du lieu où se tient chaque session, s'est réuni à Bogota pour évaluer la convocation d'un prochain FSM à Mexico. Nous étions dans ce processus lorsque éclata la nouvelle crise pandémique mondiale. Paradoxalement, celle-ci a propulsé, de manière explosive, une nouvelle participation. Si jusqu'alors, pour une partie des membres du conseil, il était impensable d'imaginer un fonctionnement en ligne, la logique a changé rapidement. Ces derniers temps, les rencontres virtuelles se sont multipliées. Cette année, il s'est en outre produit un phénomène très intéres-

sant: le dialogue – et la consultation – entre les diverses organisations, les réseaux multiples et les forums thématiques relatifs à l'éducation, les migrations, etc. Les réunions du conseil se sont alors ouvertes, élargissant ainsi la participation à ces autres acteurs. Parallèlement, un groupe de facilitation a été créé – auquel participent plus de 40 personnes, des représentants sociaux de nombreux pays – qui s'occupe spécifiquement d'organiser le prochain FSM 2021 virtuel (wsf2021.net). Cela offre une énorme possibilité de percevoir le global d'une autre manière. Et ça crée l'occasion de rapprocher réellement les expériences et les réflexions locales selon une perspective plus large, clairement mondiale.

A l'échelle mondiale, la vie sociale a été profondément bouleversée par la pandémie. Le télétravail est devenu la forme quasi prédominante dans de nombreux secteurs professionnels. En même temps, le militantisme associatif, syndical, politique, y compris l'activité parlementaire se pratiquent, dans une large mesure, en ligne. Cette situation particulière oblige-t-elle aussi à penser le futur de l'altermondialisme selon de nouvelles formules?

Sans aucun doute. Et l'on vit déjà cette transformation. En octobre passé, nous avons tenu, intégralement sous forme virtuelle, le Forum social des économies transformatrices (transformadora.org/fr). Nous avons aussi vécu la belle expérience collective du Viral Open Space (viralopenspace.net/fr) lancée après une préparation de quelques jours et qui fut un succès, avec quasi 60 activités auto-organisées. Nous l'avons convoquée avec la consigne «Déconfinons notre imagination autour du monde!». Un exemple de la potentialité du virtuel, qui témoigne d'une nouvelle rapidité pour les échanges, la réflexion et les propositions. Je ne dis pas pour autant que l'on peut remplacer toute la richesse des contacts humains et de la mobilisation présente. Mais si je regarde en arrière, je constate qu'à partir du combat des Indignés et d'Occupy, il y a plusieurs années, nous avions déjà incorporé cette méthodologie. Et que, malgré ces nouvelles méthodes de contact et de communication, nous y avons aussi développé des amitiés et des relations personnelles fortes. Mais pour revenir à la question: la pandémie provoque un tsunami pour toute la vie humaine, pour les méthodes de participation sociale et, sans doute, amène à réinventer et à redessiner les utopies auxquelles invite le FSM.

Quels sont les principaux défis à relever pour que le FSM de la dernière semaine de janvier 2021 puisse renforcer ce processus, débuté en 2001 à Porto Alegre?

Le premier, essentiel, est qu'il se réaligne, qu'il existe réellement. Ce sera déjà un premier succès énorme. Ou, pour le dire mieux, ce serait LE grand succès. Le nombre des participants peut aussi refléter un signal pour l'avenir. A fin décembre, il y avait déjà environ 1000 inscrits de différents pays (inscriptions sur: join.wsf2021.net/?q=fr ndr). Il sera aussi important d'évaluer la diversité et la qualité des activités proposées. Il faut rappeler que le FSM va commencer, le samedi 23 janvier, par une marche virtuelle et une séance d'ouverture. Du 24 au 29, se tiendront aussi bien des activités autogérées que des séances correspondant aux espaces thématiques. L'avant-dernier jour, le 30 janvier, sera réservé aux convergences, aux assemblées et aux mouve-



SONYA MERMOURD

De la rue à la Toile en raison du contexte sanitaire mondial. Le dernier FSM a été organisé en 2018 à Salvador de Bahia. Il a été marqué par une grande présence des femmes, des jeunes et des minorités ethniques.

ments d'action. Et nous consacrerons la clôture, le 31 janvier, à l'Agora des futurs pour prendre note des initiatives (luttons, actions, campagnes, etc.), des propositions, et partager les agendas. Les principaux axes thématiques ayant été définis sont: climat-écologie; paix et guerre; justice sociale et démocratie, justice économique; société et diversité; communication-éducation et culture (wsf2021.net/espacios-tematicos). Et l'on mènera une réflexion transversale sur l'avenir du Forum lui-même. La forme de ce FSM virtuel est si originale qu'il sera en outre essentiel de réfléchir aux méthodologies. Qu'elles permettent d'inspirer des confluences, des convergences, des actions communes, en questionnant les manières traditionnelles de penser, de pratiquer et de vivre l'action sociale. Nous avons besoin de nouveauté pour obtenir les changements dont nous rêvons.

Ces derniers mois ont vu surgir différents groupes de réflexion au sein du FSM comme, par exemple, le «groupe rénovateur», qui réunit des personnalités internationales (foranewwsf.org). Exprime-t-il des contradictions politiques de fonds? Percevez-vous ces tensions?

Il est clair que je les ressens. Ce phénomène n'est pas nouveau. Il reflète des tensions qui existent depuis toujours. Elles sont liées à la manière de comprendre le FSM: comme espace ou comme instance décisionnelle; à la conception différente des temporalités politiques parmi divers acteurs au sein du FSM; au fait de savoir si le FSM doit émettre ou non des déclarations finales ou politiques. Mais je voudrais clarifier un point: une partie de ces tensions se vit fondamentalement au sein du conseil international. L'expérience nous indique que, lorsque les forums se lancent et se tiennent, ils adoptent des dynamiques propres qui vont bien au-delà des visions pouvant exister dans un petit groupe. Il est essentiel de différencier toujours le forum comme processus et le conseil international. L'un des principaux thèmes de ma thèse de doctorat concernait justement les espaces transnationaux de mobilisation sociale. J'y identifie des dichotomies et des paradoxes dif-

ficiles à concilier. Cependant, bien qu'inconciliables, ils agissent comme force motrice des forums et du processus en cours. Peut-être ce débat apparaît-il maintenant, à la lumière du fonctionnement virtuel, comme un affrontement plus aigu. Dans une réunion en ligne ouverte, avec 50 personnes qui parlent chacune sa langue à partir de différents pays et continents, l'expression des idées n'est pas toujours un exercice simple.

Une pandémie globale, une crise mondiale confrontent les mouvements sociaux au fait de réfléchir ensemble sur des thèmes essentiels, tels que le rôle de la santé comme bien public, les services publics en général, le rôle des Etats, le sens même de la gouvernance, etc. Des thèmes aussi importants au Canada qu'en Argentine, en Suisse, en Inde, au Brésil, en Espagne ou aux Etats-Unis, c'est-à-dire sur toute la planète.

Sans aucun doute. Il est indispensable de rechercher des réponses articulées au niveau global. Les défis dépassent les frontières. Des thèmes essentiels comme la crise pandémique et ses suites économiques, la crise climatique, les tensions toujours présentes au niveau international dans de nombreuses régions, qui impliquent le binôme guerre-paix, exigent des réflexions et des réponses communes. En tant que mouvements et acteurs sociaux, nous avons beaucoup à apprendre. Nous vivons un moment historique, où il est essentiel d'avoir l'humilité suffisante pour apprendre les uns des autres et laisser de côté les ego pouvant bloquer des processus collectifs. Personne n'a de recettes déjà applicables, parfaites, uniques. Et cela vaut tant pour le forum que pour d'autres espaces internationaux existants.

Quelles seront les priorités après le FSM virtuel de fin janvier?

La perspective, c'est d'évaluer si, fin 2021 ou début 2022, on pourra tenir le FSM présentiel à Mexico, bien qu'il soit aujourd'hui impossible de l'assurer. Je pense qu'il est essentiel de continuer à avancer, pas à pas. Il existe un processus en cours, opérant

depuis de nombreuses années, avec des hauts et des bas. Mais il manque un corps à ce processus. Par exemple, il fut très difficile d'établir la relation entre Tunis 2015 et Montréal 2016. Nous avons tenté de renforcer cette continuité entre Montréal et Salvador de Bahia, mais nous ne pouvons pas dire que nous y avons pleinement réussi. C'est l'un de nos grands défis: assurer cette continuité, ne pas toujours recommencer quasi de zéro, prolonger les conclusions et les résultats qui seront les contenus fondateurs pour les prochaines convocations. Et nous tenterons d'améliorer cela entre cette convocation virtuelle de fin janvier 2021 et le prochain FSM de Mexico. Nous devons assurer que notre pratique commune alimente des réponses globales à partir de la société humaine en crise et pour celle-ci dans son ensemble. ■

Retrouvez le FSM 2021 sur: wsf2021.net



SONYA MERMOURD

FSM, Salvador de Bahia, mars 2018.